

Sujet : Tr: RE: Demande de complément concernant le dossier "cas par cas" : Aménagement de zones d'expansion de crues pour la protection de St Julien en Genevois / Saint-Julien en Genevois (74) / n° de dossier 2018-ARA-DP-01193

De : "Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par MAGNE Brigitte (Assistante) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE" <b.magne.-.ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>

Date : 24/04/2018 16:01

Pour : LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE

----- Message transféré -----

Sujet : RE: Demande de complément concernant le dossier "cas par cas" : Aménagement de zones d'expansion de crues pour la protection de St Julien en Genevois / Saint-Julien en Genevois (74) / n° de dossier 2018-ARA-DP-01193

Date : Tue, 24 Apr 2018 13:30:32 +0000

De : Solenne Verbrugghe (par Internet)

Répondre à : Solenne Verbrugghe

Pour : "Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE" <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>, ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr <ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>

Copie à : FAUCON mireille (Chef de pôle) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE

Bonjour,

Suite à votre message du 20 avril dernier, je vous transmets ci-après les éléments de réponse attendus. Je vous envoie également ces mêmes éléments sous forme de note complémentaire à joindre au dossier en tant qu'annexe si besoin. N'hésitez pas à me dire si une autre forme était souhaitée de votre part.

Compléments apportés sur le projet Aménagement de zones d'expansion de crues pour la protection de St Julien en Genevois / Saint-Julien en Genevois (74) / n° de dossier 2018-ARA-DP-01193

- quel est le devenir des déblais et le volume nécessaire à la création de la digue ?

Le déblais de fond de bassin a un volume de l'ordre de 3 750 m3 réutilisés pour partie pour la réalisation de la digue (volume nécessaire 1 260 m3).

Le reste, soit 2 490 m3, sera évacué et mis en décharge ou, plus vraisemblablement, revalorisé par l'entreprise compte tenu de l'étude géotechnique préalable qui indique que les matériaux sont de bonne qualité.

- l'emprise destinée à être envoyée est-elle une zone humide au sens de la police de l'eau ?

Non. La parcelle est située à distance de toute zone humide recensée à l'inventaire départemental. Elle est à ce jour exploitée.

Les inventaires faune/flore n'ont pas fait apparaître de végétation caractéristique des zones humides sur le site.

- l'ouvrage destiné à remonter le niveau de l'Arande, constitue-t-il un obstacle à la continuité écologique au sens de l'article R.214-109 du code de l'environnement et est-il concerné par la rubrique 3110 de la nomenclature loi sur l'eau ?

Cet ouvrage ne constitue pas un obstacle à la continuité écologique et n'est pas concerné par la rubrique 3110 de la nomenclature loi sur l'eau.

Pour le débit moyen annuel, la différence de niveau d'eau entre l'amont et l'aval du venturi sera de 3 cm. En évènements extrêmes, cette différence de niveau sera portée à 1 cm à l'étiage et au maximum à 32 cm pour la Q100.

- il y a une contradiction entre le cerfa partie 3 indiquant que l'on est sous les seuils de la rubrique 10 et la page 2 de la note 11 indiquant que l'on est à 120m au titre de la rubrique 3120 loi sur l'eau

Le projet prévoit la modification du profil en travers d'environ 130 m de berge, sur lesquels seuls 50 m seront artificialisés.

Le reste de la longueur déclarée est liée à un abaissement de berge mais sans artificialisation (berge enherbée).

Il faut donc considérer que le projet ne rentre pas dans le cadre de la rubrique 10 qui concerne les "Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu"

- le dossier nécessite-t-il oui ou non une dérogation à la législation sur les espèces protégées ?

L'analyse du site conduit à la conclusion d'enjeux d'espèces relativement limités.

Aussi, il est raisonnable de considérer que le dossier ne nécessitera pas de dérogation à la législation sur les espèces protégées.

Des mesures d'évitement et de réduction seront mises en œuvre et décrites dans le cadre de l'évaluation environnementale, pour les espèces présentes (cf. Annexe 7).

Dans l'attente de la confirmation de la bonne réception de ces éléments, je reste à votre disposition pour tout échange complémentaire à ce sujet, espérant que nos éléments vous permettront d'accuser réception et complétude de notre dossier.

Sincères salutations,

Solenne VERBRUGGHE

Responsable Trame Bleue

 logo-entete

Communauté de Communes du Genevois

Archamps Technopole - Bât Athéna 2

38 rue Georges de Mestral –

74166 St Julien en Genevois Cedex

Tel [REDACTED] - www.cc-genevois.fr

GPS : Latitude: 46°08'18" - Longitude : 6°07'06"

P

Pensez à l'environnement avant d'imprimer.

De : "Autorite-environnementale - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE emis par LACOULOUMERE Paul - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE" [<mailto:paul.lacouloumère.-ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr>]

Envoyé : vendredi 20 avril 2018 17:49

À : Solenne Verbrugghe [REDACTED]

Cc : FAUCON mireille (Chef de pôle) - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/CIDDAE/AE [REDACTED]

Objet : Demande de complément concernant le dossier "cas par cas" : Aménagement de zones d'expansion de crues pour la protection de St Julien en Genevois / Saint-Julien en Genevois (74) / n° de dossier 2018-ARA-DP-01193

Bonjour,

En application des articles L.122-1 et R.122-3 du code de l'environnement (projet), vous m'avez transmis pour examen le dossier en objet.

Ce dossier a été reçu à la DREAL le 06/04/2018 mais ne peut être considéré comme complet à ce jour. Aussi, afin que votre demande puisse être instruite, je vous demande de bien vouloir envoyer les compléments suivants :

- quel est le devenir des déblais et le volume nécessaire à la création de la digue ?
- l'emprise destinée à être ennoyée est-elle une zone humide au sens de la police de l'eau ?
- l'ouvrage destiné à remonter le niveau de l'Arande, constitue t-il un obstacle à la continuité écologique au sens de l'article R.214-109 du code de l'environnement et est-il concerné par la rubrique 3110 de la nomenclature loi sur l'eau
- il y a une contradiction entre le cerfa partie 3 indiquant que l'on est sous les seuils de la rubrique 10 et la page 2 de la note 11 indiquant que l'on est à 120m au titre de la rubrique 3120 loi sur l'eau
- le dossier nécessite t-il oui ou non une dérogation à la législation sur les espèces protégées ?

Afin que votre demande puisse être instruite, je vous remercie de transmettre votre dossier avec l'ensemble des compléments, par retour de mail à l'adresse ci-dessus (ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).

Le délai d'instruction de 35 jours prévu pour vous informer de la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact ne commencera qu'à compter de la réception par mon service du dossier complet.

Paul LACOULOUMERE est à votre disposition pour tout échange si nécessaire.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Service CIDDAE / Pôle Autorité environnementale
ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

— Pièces jointes : —

Annexe12_complements.pdf

29,7 Ko